

L' économie  
décapitée

# Sommaire

Editorial (Ariane HASSID).....	3
Finance Watch, un contre-pouvoir au lobby de la finance (Greg FORD).....	4
Les indicateurs alternatifs au PIB (Isabelle CASSIERS).....	8
LIVRE EXAMEN : La crise une opportunité pour redéfinir la prospérité ? (Sophie LÉONARD).....	12
Redécouvrir les communs (Pablo SERVIGNE).....	15
Le revenu garanti (Yann MOULIER-BOUTANG).....	19
Il y a des limites à la croissance (Jean-Baptiste GODINOT).....	24
Le capitalisme de connivence (Corentin de SALLE).....	29
Actualité de la lutte des classes (Cedric TOLLEY).....	34
INTERVIEW : Walter Ben Michaël : La diversité contre l'égalité (Paola HIDALGO).....	39
INTERVIEW : David Pestieau : Comment osent-ils ? (Cedric TOLLEY).....	41
La vie pleine ou Sumak Kawsay (Paola HIDALGO).....	45
INTERVIEW : Jorge Rivadeneyra : Les révolutions américaines du 21 <sup>e</sup> siècle (Paola HIDALGO).....	49

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Bruxelles Laïque Echos est membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles - A.R.S.C. (<http://www.arsc.be/>)

## Bruxelles Laïque asbl

Avenue de Stalingrad, 18-20 - 1000 Bruxelles

Tél. : 02/289 69 00 • Fax : 02/502 98 73

E-mail : [bruxelles.laique@laicite.be](mailto:bruxelles.laique@laicite.be) • <http://www.bxllaique.be/>





Par Sophie LÉONARD\*

# L a c r i s e une opportunité pour redéfinir la prospérité ?

Isabelle Cassiers et alii., *Redéfinir la prospérité. Jalons pour un débat public*, Éditions de l'Aube, 2011)

**A** l'instar des *biens communs* ou du *buen vivir*, la *prospérité* fait partie des concepts (ré)appropriés et (ré)interrogés, depuis quelques années, pour penser un autre monde et agir en conséquence. Ce travail de redéfinition de paradigmes est essentiel pour relever les défis immenses qui se posent à l'humanité en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle.

Alors que se développe, le plus souvent localement, une multiplicité de pratiques alternatives et d'expérimentations concrètes dans des domaines très divers<sup>1</sup>, "*rendre intelligibles ces bribes de changement*", "*donner à voir la cohérence*", "*renforcer à long terme*" sont des tâches essentielles auxquelles vient contribuer l'ouvrage collectif *Redéfinir la prospérité*, coordonné par l'économiste Isabelle Cassiers.

Dans un contexte où la "*dissonance entre croissance économique, durabilité envi-*

*ronnementale et bien-être humain*"<sup>2</sup> est chaque jour un peu plus criante et où la prise de conscience sur les impasses de notre modèle économique s'élargit, la crise actuelle pourrait-elle constituer une opportunité d'opérer un réel changement de cap ? Elle semble en tout cas donner davantage de légitimité à ceux qui invitent aujourd'hui à refonder de manière radicale notre modèle de développement.

En s'ancrant dans les défis multiples de ce début de millénaire, et à la faveur d'un riche dialogue entre chercheurs issus de disciplines diverses<sup>3</sup>, *Redéfinir la prospérité* a le mérite de dépasser la seule dénonciation des maux pour mettre en débat d'autres voies à explorer vers une "*prospérité sans croissance*"<sup>4</sup>.

## Une refondation radicale

Rompres avec le sens univoque attribué à la *prospérité* depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, progressivement réduite au seul registre

de l'avoir et à l'accumulation de richesses matérielles, n'est et ne sera pas chose aisée. Cela implique en effet la déconstruction d'un des mythes les plus puissants de nos sociétés : celui de la croissance économique comme principal vecteur de progrès. Un mythe qui reste hégémonique bien qu'"*il semble désormais de plus en plus probable, que loin d'être la condition sine qua non de la prospérité (au sens de bien-être durable), la croissance économique en soit au contraire la fossoyeuse.*"<sup>5</sup>

Pour remettre en question cette croyance profonde, il est donc utile de se pencher sur le contexte historique dans lequel elle s'est ancrée, un travail de genèse auquel s'attèlent les contributions de Dominique Meda, Isabelle Cassiers et Géraldine Thiry dans les premiers chapitres du livre. En se concentrant sur le PIB, considéré depuis l'après-guerre comme principal indicateur de progrès, et en dénonçant cette position dominante, ainsi que l'"*impossible main-*

tion d'un compromis social sur un objectif de croissance économique<sup>6</sup>, le travail de ces chercheuses témoigne du riche débat en cours autour de l'élaboration de nouveaux indicateurs de richesse.<sup>7</sup>

Il ne faudrait cependant pas s'y tromper, tenter de définir un "au-delà du PIB" dépasse de très loin le champ économique. Cela implique avant tout des choix éthiques. Il s'agit de déterminer ce qui compte, les valeurs qui doivent guider nos choix politiques et sociaux, notre organisation collective, notre conception de l'humain et de la nature, nos modes de vie et nos comportements.

Mais dans un monde globalisé, comment redéfinir la prospérité en tenant compte "de la diversité culturelle et contextuelle, et de la pluralité des valeurs en présence"<sup>8</sup> ? Comment élaborer une définition transculturelle ? Dans un chapitre consacré à cette question, éminemment centrale et complexe, Stéphane Leyens avance quelques repères afin d'éviter les écueils d'un universalisme dogmatique ou, à l'inverse, ceux d'un relativisme radical. S'appuyant sur les travaux du prix Nobel d'économie, Armatya Sen, cet auteur propose de concevoir la prospérité à l'aune des *capabilités* qu'elle génère, c'est-à-dire des "réelles possibilités qu'ont les personnes de mettre en œuvre les états et activités qu'elles valorisent"<sup>9</sup>, insistant par ailleurs sur l'importance du processus participatif qui doit impérativement y mener.

Dans un chapitre consacré au consumérisme, Jean de Munck invite à croiser les différents champs critiques et à penser le

développement de nos sociétés à partir d'une triple remise en question du consumérisme : égalitarisme, culturelle et environnementale. Selon lui, en éludant la critique culturelle, pour ne pas "culpabiliser le consommateur", la gauche sociale-démocrate "qui a partagé avec le capitalisme une foi aveugle dans les progrès du productivisme et du consumérisme"<sup>10</sup> ne remet pas suffisamment en cause le modèle consumériste et les contradictions internes de son crédo libéral : la standardisation qui met à mal les conditions de l'épanouissement culturel que sont la diversité et la singularité, les excès d'une perspective individualiste et utilitariste, la normalisation à travers une "sur-abondance de normes, de conseils, d'injonctions portant sur le bien-être des individus"<sup>11</sup>, les contraintes au travail... Un évitement qui, face à la crise écologique, s'accommode très bien du réformisme minimaliste "green washing" proposé par le capitalisme. A l'inverse, une conscience "post-matérialiste" uniquement focalisée sur les questions de qualité de vie, ne pourra éluder les questions de justice sociale sans sombrer dans l'ascétisme ou l'élitisme.

### Réaffirmer la primauté du politique

Redéfinir la prospérité, au-delà de la religion de la croissance, est également une tâche éminemment politique. Comme le préface la philosophe et sociologue française, Dominique Meda, "c'est aussi et surtout [mettre en place] une organisation sociale radicalement différente, qui ne ferait pas de la consommation la seule façon de se distinguer et d'avoir une identité, qui permettrait aux individus de parti-

ciper activement à la société non seulement par le travail, mais également par une citoyenneté active, qui mettrait la délibération publique, la discussion sur les biens communs et leur gestion, la détermination des conditions de vie commune au cœur des préoccupations des citoyens et au centre de leur existence individuelle et sociale".<sup>12</sup>

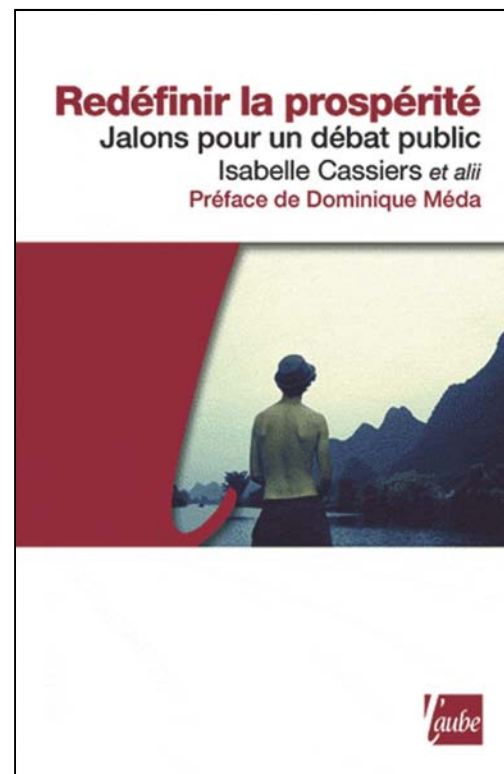
Dans cette perspective, Laurent de Briey analyse d'abord les causes de la "crise du politique" et du fossé qui s'est creusé entre citoyens et représentants politiques. Selon lui, la périphérisation de l'Etat induite par la mondialisation et la généralisation de l'individualisme libéral ont peu à peu disqualifié les valeurs collectives et réduit le politique à une fonction de "gouvernance" et à un rôle coercitif. Pour ce philosophe et économiste, il s'agit dès lors de réaffirmer "le sens du politique en tant que pouvoir d'imagination d'une prospérité poursuivie collectivement et qui ne soit pas d'emblée restreinte à la seule question de la répartition des ressources, mais prenne également en compte l'affirmation de valeurs promues collectivement."<sup>13</sup>

Constatant que "la connivence de notre démocratie avec les rouages de la logique industrielle-capitaliste est devenue trop étroite", l'économiste Christian Arnsperger plaide pour la pluralisation des voies de transition et le soutien des multiples expérimentations "post-capitalistes" en tant que "source non seulement d'une réflexion collective sur "les prospérités", mais aussi d'une joie de vivre retrouvée, d'un ancrage renouvelé dans la biosphère et la biosphère."<sup>14</sup>

## Une multitude de champs à explorer

Au-delà et à travers le champ politique, il s'agit évidemment de se réappropriier les multiples champs colonisés par la recherche du profit et le tout économique. Le présent ouvrage en aborde quelques-uns. Face aux malaises contemporains sur le lieu du travail, Thomas Périlleux et Julien Charles s'attaquent à cette problématique sous l'angle de l' "expérience du travail vivant". En dénonçant les impasses du modèle agricole industriel, Gaëtan Vanloqueren et Philippe Baret abordent quant à eux la question de l'agriculture et de l'alimentation, en insistant notamment sur la nécessité de redéfinir le rôle de l'innovation et de l'expertise. Enfin, sur la thématique environnementale, Tom Bauler et Edwin Zaccai invitent à une "prospérité et une gouvernance durable" portées par des politiques qui prennent en compte les relations entre croissance économique, ressources naturelles et impacts environnementaux.

On l'aura compris, redéfinir la prospérité dépasse de loin le champ sémantique. Ethique, politique, citoyenne, pragmatique, cette démarche est déjà en œuvre au sein de nos sociétés, comme en témoigne la multiplicité des initiatives qui émergent et qui, à travers des préoccupations diverses, remettent en question un principe de gouvernance basé sur la rentabilité. Le présent ouvrage témoigne que cet espace de critique radicale est également en cours dans les milieux universitaires. Gageons que ces expérimentations et ces réflexions pourront essaimer et que l'aspiration à un réel débat public pourra se concrétiser.



<sup>1</sup> La table-ronde *D'autres mondes en chantier* avait rendu compte de quelques-unes de ces initiatives dans le cadre du Festival des Libertés 2011. Vous pouvez visionner sur notre site quelques vidéos réalisées à cette occasion. [www.festivaldeslibertes.be/VIMEO/Bruxelles Laïque ?](http://www.festivaldeslibertes.be/VIMEO/Bruxelles_Laïque?)

<sup>2</sup> P. n°7, Dominique MEDA (préface), directrice de recherches au Centre d'études de l'emploi, Paris.

<sup>3</sup> Philosophie, histoire, économie, sociologie, droit, sciences politiques, environnement, agronomie, biologie, médecine.

<sup>4</sup> Tim JACKSON, *Prospérité sans croissance*, De Boeck/Etopia, Bruxelles, 2010.

<sup>5</sup> P. n°44, Dominique MEDA.

<sup>6</sup> P. n°21, Isabelle CASSIERS, introduction.

<sup>7</sup> Lire l'article d'Isabelle CASSIERS dans ce numéro.

<sup>8</sup> P. n°98, Stéphane LEYENS.

<sup>9</sup> P. n°88, Stéphane LEYENS.

<sup>10</sup> P. n°121, Jean de MUNCK.

<sup>11</sup> P. n°118, idem.

<sup>12</sup> P. n°14, Dominique MEDA, préface.

<sup>13</sup> P. n°214, Laurent de BRIEY.

<sup>14</sup> P. n°263, Christian ARNSPERGER.